

LA FÉDÉRATION HORLOGÈRE SUISSE

ORGANE OFFICIEL de la CHAMBRE SUISSE DE L'HORLOGERIE, des CHAMBRES DE COMMERCE, des BUREAUX DE CONTRÔLE, des ASSOCIATIONS PATRONALES de l'INFORMATION HORLOGÈRE SUISSE et de la FIDUCIAIRE HORLOGÈRE SUISSE (Fidhor)

ABONNEMENTS: Un an Six mois
Suisse Fr. 17.30 Fr. 8.65
Union postale . . . » 31.— » 15.50
Majoration pour abonnement par la poste
Compte de chèques postaux IV b 426

Paraissant le Jeudi à La Chaux-de-Fonds

LES CONSULATS SUISSES À L'ÉTRANGER REÇOIVENT LE JOURNAL

Annonces: Publicitas, S. A. suisse de Publicité, 5, rue St-Honoré, Neuchâtel, Tél. 5.11.87
Succursales et Agences en Suisse et à l'Étranger

ANNONCES:

suisse 15 centimes le millimètre,
étrangères 20 cts. le millimètre.
Les annonces se paient d'avance.

Arrêté du Conseil fédéral du 29 décembre 1939 tendant à protéger l'industrie horlogère

Du rôle de la Chambre Suisse de l'Horlogerie dans les procès

La Cour de cassation pénale du Tribunal fédéral vient de rendre un arrêt intéressant, à la suite d'un recours de la Chambre suisse de l'horlogerie contre un jugement de la Cour d'appel du canton de Soleure.

Une plainte pénale avait été déposée contre les chefs responsables d'une fabrique de fournitures d'horlogerie de Granges pour diverses infractions à l'arrêté du Conseil fédéral tendant à protéger l'industrie horlogère. Le Tribunal de première instance et la Cour d'appel avaient admis de ne retenir la plainte qu'à l'égard d'un des industriels, celui-ci déclarant assumer toute la responsabilité; par la suite, ils l'avaient acquitté. C'est contre ce jugement de libération que le recours a été formulé.

Dans sa séance du 12 décembre 1941, le Tribunal fédéral a admis le recours sur un point et renvoyé l'affaire à la dernière instance cantonale. Il confirma par contre, sur plusieurs chefs de la plainte les jugements cantonaux, en n'acceptant pas le recours. Ainsi, il ne considère pas que le reproche d'entrave à l'enquête formulé contre l'accusé soit fondé, bien que celui-ci ait tout d'abord refusé de se soumettre au contrôle et n'ait modifié son attitude qu'après l'intervention de la police. Le Tribunal constate que finalement l'enquête a été effectuée, bien que ce ne fut qu'après de longues discussions. A propos d'un autre point de la plainte, il remarque qu'il doit se baser sur le dossier soumis et refuser d'ordonner une enquête complémentaire, même si le rapport d'expertise n'est pas suffisamment précis. La libération de l'accusé est aussi maintenue dans ce cas. Enfin, il en est de même dans quelques cas de réexportations de fournitures reçues en retour du client pour être « rhabillées ».

Le Tribunal admit par contre le recours en ce qui concerne des exportations de pièces d'horlogerie sans visas et renvoya donc le dossier à l'instance cantonale.

Ce qui nous paraît le plus intéressant dans cet arrêt, c'est surtout la confirmation par le Tribunal fédéral de la qualité pour agir de la Chambre suisse de l'horlogerie. Ce point avait soulevé bien des controverses et à la suite d'un arrêt de la Cour de cassation du Tribunal fédéral du 19 décembre 1939, la Chambre avait été écartée d'un procès, le Tribunal estimant que seul le lésé, au sens de la procédure cantonale, pouvait intervenir. L'arrêté du Conseil fédéral empiétait sur la procédure pénale cantonale; cette autorité n'avait pas le droit de modifier, se basant sur l'arrêté fédéral du 14 octobre 1933 concernant les mesures de défense économique contre l'étranger, la procédure fédérale ou cantonale en dérogeant à la loi. L'impossibilité pour la Chambre suisse de l'horlogerie d'intervenir dans les procès fit naître de grosses craintes dans les milieux chargés d'appliquer les dispositions légales concernant l'industrie horlogère. Pour remédier à cette situation, le Conseil fédéral a également basé l'arrêté du 29 décembre 1939 sur l'arrêté fédéral du 21 septembre 1939

prolongeant celui du 29 septembre 1936 concernant les mesures extraordinaires d'ordre économique. Cette base juridique devait assurer l'intervention de la Chambre dans les procès pénaux. Un arrêt du Tribunal fédéral du 10 juillet 1940 reconnut la qualité pour agir de la Chambre, ce qui donnait une solution satisfaisante à une question importante pour la sauvegarde de notre industrie horlogère.

Dans son arrêt du 12 décembre 1941, le Tribunal fédéral réexamine cet aspect de l'arrêté et confirme sa jurisprudence la plus récente. La Cour de cassation remarque que le devoir du Conseil fédéral de prendre des mesures en faveur de l'industrie horlogère l'autorise à empiéter sur la procédure cantonale si le résultat et le contrôle ne peuvent être atteints autrement. La Cour est convaincue qu'en l'occurrence tel est le cas et que la seule intervention du ministère public ne permettrait pas un contrôle efficace des mesures de protection. Constatant que la Chambre suisse de l'horlogerie est intervenue en même temps que le Procureur général du canton de Soleure, la Cour pose la question de savoir si la Chambre n'a que les compétences de l'accusateur privé ou, au contraire, si d'autres droits doivent lui être reconnus. Considérant le rôle conféré à la Chambre tant par ses statuts

que par les arrêtés du Conseil fédéral et que le résultat ne saurait être atteint en la considérant simplement comme « accusateur privé » (Privatstrafklägerin), la Cour conclut en déclarant que la qualité pour agir doit être concédée à la Chambre sans réserve. Les pouvoirs de la Chambre doivent être autonomes, indépendants de ceux du ministère public, en ce sens que les déclarations ou propositions de l'un sont sans préjudice de celles de l'autre.

Cette décision est très nette et sera de nature à faciliter encore plus à l'avenir l'application de l'arrêté du Conseil fédéral du 29 décembre 1939 tendant à protéger l'industrie horlogère en permettant à la Chambre suisse de l'horlogerie de remplir sans restriction le rôle qui lui a été conféré.

Signalons encore que le Tribunal fédéral n'admet pas que, dans l'exploitation d'une société en nom collectif, un seul des associés assume sans autre la responsabilité pénale des infractions commises. Il précise au contraire que, comme le dit l'arrêté, les poursuites doivent être dirigées contre ceux qui ont agi ou auraient dû agir au nom de la société; il demande à l'instance cantonale à laquelle il renvoie le dossier d'examiner si ce n'est pas à tort que deux des associés ont été laissés de côté dans le procès. B. L.

Chronique judiciaire

A propos de l'impôt à la source

L'impôt pour la défense nationale qui se perçoit à la source comprend entr'autres les intérêts, rentes, parts aux bénéfices et autres prestations soumises au droit de timbre sur les coupons de titres suisses. (Arrêté du Conseil fédéral concernant la perception d'un impôt pour la défense nationale du 9 décembre 1940, art. 141 al. a).

Sur le capital de 4 millions d'une société par actions, soit 8,000 actions à 500 fr., 1,300,000 fr. avaient été versés fin 1939. L'Assemblée générale décida, le 6 avril 1940, d'attribuer 100,000 fr. du bénéfice de l'exercice écoulé à la libération du solde du capital non encore versé (2,700,000 fr.). Elle autorisa le conseil d'administration à fixer lui-même la date de ce versement. Le 12 février 1941, le conseil d'administration fixa au 31 décembre 1940 la date du versement avec effet rétroactif. L'art. 144 al. 1 de l'arrêté dit que « l'impôt échoit au moment où la prestation imposable arrive à échéance », et l'art. 158 al. 2 dit que « l'impôt pour la défense nationale qui se perçoit à la source frappe toutes les prestations, imposables en vertu de l'art. 141 de l'arrêté, échéant après le 31 décembre 1940 et avant le 1er janvier 1946 ».

Il s'agit en l'espèce d'une prestation soumise à l'impôt sur les coupons. L'administration fédérale des contributions estima que cette prestation n'arrivait à échéance qu'après la décision du Conseil d'administration, donc après le 31 décembre 1940; en conséquence, elle perçut non seulement la taxe d'émission et l'impôt sur les coupons, mais encore l'impôt à la source (5 %). La société estima, en revanche, que la date de l'échéance du versement de 100,000 fr. était déjà en 1940, soit au moment de la décision de l'assemblée générale et qu'ainsi ce versement ne pouvait être soumis à l'impôt à la source. Elle introduisit un recours au Tribunal fédéral contre la décision de l'Administration fédérale des contributions.

La section de droit administratif du Tribunal fédéral devait se prononcer sur le caractère de l'échéance en matière d'impôt fédéral à la source. Il est incontestable

que les art. 44 et 158 cités plus haut de l'arrêté fédéral ont, de l'échéance, la même notion que le droit civil, selon lequel une dette est échue lorsque le créancier peut en réclamer le paiement et, au besoin, exercer des poursuites en vue de son paiement. Concernant l'impôt sur les coupons, on part de l'idée que la décision de l'assemblée générale donne à l'actionnaire vis-à-vis de la société un droit de percevoir le dividende, mais que ce dividende ne peut être payé ou qu'on ne peut exercer des poursuites en vue de son paiement qu'à la date fixée. Avant cette date, la société eût pu déclarer que le dividende n'était pas échue.

Il n'en est pas autrement en l'espèce, une partie du bénéfice de 1939 fut affecté à la libération d'une partie du capital non versé. La décision de l'assemblée générale donna à chaque actionnaire le droit de diminuer de 12 fr. 50 par action son obligation de coopérer à la libération. Mais ce droit n'arrivait à échéance qu'au moment où les 100,000 fr. furent vraiment versés. A supposer que la société eût été mise en faillite entre l'assemblée générale et la séance au cours de laquelle le conseil d'administration prit sa décision, chaque actionnaire eût dû verser 337 fr. 50 par action. Cette obligation ne pouvait être diminuée de 12 fr. 50 qu'après la décision du Conseil. Le fait que le conseil d'administration a décidé de fixer le 31 décembre 1940 avec effet rétroactif pour le versement des 100,000 fr. n'a qu'une importance purement interne. La prestation de la société n'arrivait à échéance que le 12 février 1941 et, par conséquent, tombait sous le coup de l'impôt perçu à la source.

Le recours de la société a donc été écarté.

Informations

Limite autorisée des montants en monnaie italienne à emporter pour voyages en Italie

L'Office suisse de compensation,

vu l'art. 1er de l'arrêté du Conseil fédéral du 23 juillet 1940 relatif à l'exécution de l'accord italo-suisse du 22 juin 1940 concernant le règlement du

VENTILATION S.A. STÆFA



FONDÉE EN
1890

DÉPOUSSIÉRAGE INDUSTRIEL
AVEC OU SANS FILTRAGE DE L'AIR
RÉCUPÉRATION DE MÉTAUX PRÉCIEUX
CHAUFFAGE PAR AIR CHAUD
CONDITIONNEMENT DE L'AIR

TÉLÉPHONE 93.01.36

Terminages de qualité

On entreprendrait de suite terminages petites et grandes pièces. Personnel capable, travail garanti. Livraisons régulières.

Adresser offres sous chiffre P 2227 J à Publicitas St-Imier.

Importante manufacture d'horlogerie de la place engagerait pour époque à convenir

Employée sténo-dactylographe

bien au courant des langues française, anglaise et allemande, connaissant également tous travaux de bureau. Place intéressante pour personne capable.

Offres avec « curriculum vitae » s. chiffre W 20124 U à Publicitas Bienne.

A remettre

pour cause d'âge affaire d'horlogerie conventionnelle ayant le droit d'occuper des ouvriers.

Ecrire sous chiffre P 10043 N à Publicitas La Chaux-de-Fonds.

Importante fabrique d'horlogerie des montagnes neuchâteloises cherche

CHEF DE FABRICATION

horloger complet, capable de s'occuper de la terminaison entière de la montre. Seule personne énergique, expérimentée et susceptible de prendre ses responsabilités sera engagée.

Faire offres avec références sous chiffre P 10048 N à Publicitas La Chaux-de-Fonds.

A VENDRE TERMINEUR

5 gr. ébauches 8³/₄/12" FHF, calibre 29, avec balanciers et assortiments Perrenoud.

Offres s. chiffre G 20151 U à Publicitas Bienne.

DISPONIBLE:

500 montres calendrier 10¹/₂", chromé fond acier, ancre 15 rubis plat biseauté.

Ecrire sous chiffre P 10042 N à Publicitas La Chaux-de-Fonds.

A VENDRE

lots anciens mouvements avec échappements, montres égrenées, fournitures.

S'adresser case postale 10267 Chaux-de-Fonds.

Je suis acheteur de TOUS BAINS DE CHROME

Faire offres à
J. ROULET, chromage
route de Büren 26 Bienne

Comptable
qualifié, au courant de l'horlogerie, cherche place de confiance dans fabrique d'horlogerie ou branches annexes, comme comptable ou employé de fabrication, etc. pour époque à convenir. Français-allemand, bonnes notions de la langue anglaise.

Faire offres sous chiffre P 2253 J à Publicitas Saint-Imier.

CHRONOGRAPHES

J'entreprends posage de mécanismes ou terminage complet, fabrication et rhabillage de toutes pièces compliquées.

F. HUGUENIN
Anc. Maison César Racine
Les Hauts-Geneveys

TERMINAGES

Atelier organisé entreprend terminages, petites pièces ancrées.

Ecrire sous chiffre Dc 20144 U à Publicitas Bienne.

Montres étanches 10¹/₂",
Montres plates 10¹/₂",
Montres de forme,

toutes grandeurs, fond acier, qualité sérieuse, sont livrables de suite.

S'adresser sous chiffre P 2269 J à Publicitas St-Imier.

Imprimeurs: **Haefeli & Co., La Chaux-de-Fonds**

Postes, Télégraphes et Téléphones

Service postal avec l'outre-mer

A destination de l'Indochine française, de Madagascar et des îles de la Réunion on ne peut expédier désormais que des lettres et des cartes postales ordinaires et recommandées. Le poids des lettres ne doit pas dépasser 50 g. Les envois sont remis au service français pour acheminement ultérieur depuis Marseille à la prochaine occasion.

Horloger

cherche à reprendre petite fabrication d'horlogerie en ordre avec les conventions.

Ecrire s. chiffre P 20997 X à Publicitas-Genève.

Radium

tous genres de posage.
TISSOT
Nord 187, La Chaux-de-Fonds

NOTZ & CO.
BIENNE

ACIER
SANDVIK

Filières métal dur, diamant et saphir
Jauges en métal dur
Canons en saphir et métal dur
Outils en diamant.
Pierres boussoles rondes et coniques. Sertissage

Les fils
d'Antoine Vogel
Pieterlen
Téléphone 7.71.44

PITONS ACIER

A. GUIGNARD
Fab. Vaulion

Atelier

bien organisé entreprendrait encore

terminages

tous genres.
Ecrire s. chiffre P 2249 J à Publicitas St-Imier.

Les Maisons ci-dessous se recommandent vivement à Messieurs les fabricants d'horlogerie; elles assurent une exécution prompte et soignée de leurs ordres, une discrétion absolue des mandats qui leur sont confiés, les conditions les meilleures.

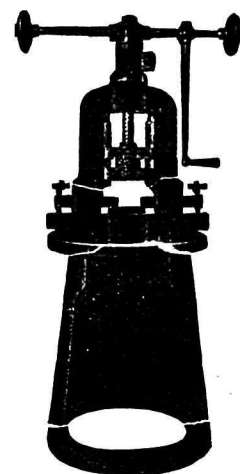
Devis - Projets - Conseils

Sachets Sacs en papier

tous genres

Papiers d'emballage, Papiers de sole, Papiers paraffinés, etc.

Alfred Muller & Cie
Manufacture de papiers
Imprimerie
Lenzburg



Usine mécanique

ED. LUTHY & Co.

La Chaux-de-Fonds

**BALANCIERS
PRESSES
LAMINOIRS**

Machines p^r toutes industries

ACHAT ET VENTE

Nouvelle adresse dès le 1^{er} avril 1939
Rue du Grenier 18

BOLDUCKS DES LACS S.A.

Grands Pins, 2 NEUCHÂTEL Tél. 5.13.63

**FABRIQUE DE RUBANS RÉCLAME
ET D'ÉTIQUETTES EN RELIEF**

Maison spécialisée pour la fabrication d'étiquettes en relief (marques de fabrique) pour l'horlogerie
Étiquettes métalliques pour bracelets et pour moires

Impôt fédéral sur le chiffre d'affaires

L'impôt sur le chiffre d'affaires et la politique fiscale

Les critiques, aussi violentes que nombreuses, dont l'impôt sur le chiffre d'affaires a fait l'objet ont presque toutes le tort de considérer cette mesure isolément. Dans ces conditions, un jugement objectif est impossible. L'affirmation selon laquelle le nouvel impôt est inéquitable et antisocial parce qu'il ne tient aucun compte de la situation économique de ceux qu'il frappe ne serait exacte qu'à la condition que cet impôt tant décrié soit le seul, ou encore qu'il constitue la majeure partie des recettes de la Confédération. C'est loin d'être le cas. Les impôts directs sur la fortune et le revenu, qui ont été considérablement augmentés, accusent une forte progression. On ne peut donc pas dire que la répartition des charges ne soit pas équitable et qu'elle ne tienne pas compte de la situation sociale des contribuables. Récemment, la « Metallarbeiter Zeitung », l'organe de langue allemande des ouvriers sur métaux et horlogers, a calculé que les milieux aisés supportaient les trois quarts et les milieux modestes un quart des charges que la guerre impose à la Confédération. Comme nous l'avons dit plus haut, il n'est pas possible de considérer cet impôt en soi. On ne peut juger objectivement de l'impôt sur le chiffre d'affaires qu'en le situant dans l'ensemble de la politique fiscale. Il est apparu indispensable; en effet, il fallait éviter de procéder à des hausses excessives des taux des impôts directs, dont la conséquence aurait été d'en réduire le rendement. L'impôt sur le chiffre d'affaires a donc pour fonction, dans le cadre de la politique fiscale générale, d'éviter une trop forte augmentation des autres impôts, ou tout au moins de l'alléger. Même si l'on estime que l'impôt sur le chiffre d'affaires, pris en soi, est rejetable, il faut tout de même avouer qu'il est rationnel si on considère la situation fiscale et financière dans son ensemble. Par ailleurs, la Suisse, plus que tout autre Etat, a tenu compte de la situation sociale des contribuables. Aucun autre pays n'a fixé si bas le taux d'imposition, ni exonéré les produits qui constituent la part la plus importante du budget des gagne-petit: le loyer, le pain, le lait, les produits laitiers, les pommes de terre, etc.

trafic touristique réciproque, fixe à nouveau la limite des montants en monnaie italienne que toute personne domiciliée en Suisse est autorisée, jusqu'à nouvel avis, à emporter en Italie pour ses frais de voyage, à:

Lit. 400.— en billets d'état (biglietti di stato) en coupures de Lit. 10 et 5 ainsi que **Lit. 50.—** en bons de caisse de Lit. 2 et 1 ou en monnaie métallique, par voyage.

Banque Fédérale S. A.

Le Conseil d'Administration de la Banque Fédérale (S.A.) a approuvé, dans sa séance du 16 janvier 1942, le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1941. Le résultat de l'exercice, avant amortissements, s'élève à fr. 2,874,823.91 (en 1940: fr. 2,890,677.85). Compte tenu du report antérieur de fr. 188,235.71, l'excédent atteint fr. 3,063,059.62. Après utilisation de fr. 1,838,795.77 pour amortissements et provisions, il reste un solde actif de fr. 1,224,263.85 (en 1940: fr. 1 million 178,235.71) à la disposition de l'Assemblée générale.

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée générale de distribuer un dividende de 3 % (en 1940: 3 %) et de reporter à nouveau fr. 234,263.85.

Compte de Profits et Pertes au 31 décembre 1941

AVOIR	Fr.
Solde reporté de l'année 1940	188,235.71
Intérêts créanciers	5,676,866.07
Commissions	3,319,599.76
Produits du portefeuille effets	2,285,820.23
Produits du portefeuille des titres, des participations permanentes et syndicales	1,694,255.48
Produits des immeubles	114,991.11
Divers	1,560,379.55
	14,840,147.91
DOIT	Fr.
Intérêts débiteurs	3,784,852.79
Commissions	237,573.39
Organes de la banque et personnel	5,618,036.61
Allocations versées à la Caisse de Pensions	312,057.05
Frais généraux et frais de bureau	1,363,844.01
Impôts et taxes	460,724.44
Pertes et amortissements:	
sur débiteurs	1,822,030.02
sur immeubles et frais de transformations	16,765.75
	1,838,795.77
Solde actif	1,224,263.85
	14,840,147.91

BILAN

ACTIFS	31 déc. 1941	31 déc. 1940
	(en milliers de fr.)	
Caisse, compte de virements et compte de chèques postaux	31,529	43,657
Coupons	664	963
Avoirs en banque: à vue	18,099	22,481
à terme	2,514	75
Effets de change	60,751	58,644
Reports et avances à court terme	1,654	5,014
Comptes courants débiteurs: en blanc	38,241	34,648
gagés	27,315	28,118
Avances en compte courant et prêts à des corporations de droit public	16,463	11,660
Placements hypothécaires	844	768
Titres et participations permanentes	53,851	16,575
Participations syndicales	60	80
Immeubles à l'usage de la banque	6,500	6,500
Autres immeubles	244	324
Autres postes de l'actif	289	317
	326,412	303,261
PASSIFS		
Engagements en banque: à vue	15,071	11,190
à terme	1,959	522
Comptes de chèques et comptes créanciers à vue	137,207	120,504
Créances à terme	32,074	36,271
Livrets de dépôts	34,819	33,606
Obligations	37,574	38,773
Chèques et dispositions à court terme	2,299	1,235
Traites et acceptations	8,287	3,199
Dettes hypothécaires sur immeubles appartenant à la banque	15	15
Autres postes du passif	5,883	6,768
Capital	33,000	33,000
Reserves	17,000	17,000
Solde actif du compte de profits et pertes	1,224	1,178
	326,412	303,261

Légations et Consuls

Le Conseil fédéral a accordé l'exequatur à M. Albert Dupont-Willemin, nommé consul honoraire de Guatemala à Genève, avec juridiction sur les cantons de Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel et Genève, en remplacement de M. Louis Willemin, décédé.

Le Conseil fédéral a accordé l'exequatur à M. Kurt Akesson, nommé vice-consul honoraire de Finlande à Lucerne, avec juridiction sur les cantons de Lucerne, Uri, Schwyz, Unterwald (le Haut et le Bas) et Zoug, en remplacement de M. Lennart Akesson, consul honoraire, décédé.

Suivant une communication du consulat du Mexique à Berne, le consulat honoraire de ce pays à Lugano a été supprimé dès le 1er janvier 1942.

Trafic des paiements avec l'étranger

Egypte

Possibilités de transfert

Si les marchandises peuvent être transportées en transit par la Turquie, leur paiement ne peut se faire qu'au moment où les documents ont été retirés de la douane égyptienne, à moins qu'il ne s'agisse de colis postaux.

Le paiement de marchandises réembarquées par un port neutre n'est possible qu'à ce moment-là, c'est-à-dire lorsqu'elles ont été chargées dans un port neutre sur un bateau à destination de l'Egypte, ce qui est toujours le cas pour les marchandises réembarquées à New-York. Dans ce cas, le paiement se fait contre remise des documents établis pour le transport du port neutre en Egypte, c'est-à-dire avant l'arrivée de la marchandise.

En ce qui concerne les marchandises expédiées par voie terrestre, aucun permis d'importation n'est requis. Remarquons cependant qu'un certain pourcentage des produits envoyés par cette voie en Egypte se perd généralement en route.

Commerce extérieur

Mouvement du commerce extérieur suisse en 1941

L'extension du théâtre de la guerre en 1941 a considérablement influé sur nos échanges commerciaux avec l'étranger. Les chiffres de valeur continuent cependant à se maintenir à un niveau relativement élevé; en revanche, les quantités ont, surtout à l'importation, fortement diminué par rapport à l'époque d'avant-guerre. Outre la pénurie croissante des matières premières, les difficultés de transports des marchandises et les mesures restrictives prises par les puissances du Blocus ont eu pour effet de réduire toujours davantage nos achats à l'étranger.

En 1941, les importations accusent en quantité 478,674 wagons de 10 t, soit 132,677 wagons (— 21,7 %) de moins que l'année précédente, tandis qu'en valeur elles ont augmenté — surtout par suite de hausses de prix — de 170,7 millions et atteint **2024,3 millions de fr.** Ainsi nous avons dépensé en 1941 pour les quantités importées, qui étaient inférieures d'un peu plus de 20 %, approximativement 10 % de plus qu'en 1940. Les exportations s'élèvent à **1463,3 millions de fr.** et sont supérieures de 147,6 millions (+ 11,2 %) à celles de l'année précédente. Les quantités exportées n'ont progressé que faiblement, c'est-à-dire de 32,571 quintaux métriques (+ 0,7 %) pour atteindre 5,022,100 quintaux.

Evolution de notre balance commerciale

Année	Importations Wagons de 10 tonnes	Valeur en millions de fr.	Exportations Wagons de 10 tonnes	Valeur en millions de fr.	Solde passif en millions de fr.	Export. en % des import.
1937	786,432	1807,2	70,063	1286,1	521,1	71,2
1938	737,920	1606,9	61,105	1316,6	290,3	81,9
1939	865,912	1889,4	53,967	1297,6	591,8	86,7
1940	611,351	1853,6	49,896	1315,7	537,9	71,0
1941	478,674	2024,3	50,221	1463,3	561,0	72,3

Comparativement à 1940, le solde passif de nos échanges avec l'étranger marque une augmentation de 23,1 millions de fr.; la cote d'exportation (exportations en % des importations) d'un pourcentage de 72,3 dépasse les cotes correspondantes des années 1940 et 1939. Alors que, dans les mois de juillet à octobre 1940, notre commerce extérieur présentait un solde actif, aucun mois de 1941 n'enregistre une activité.

En moyenne, les fluctuations mensuelles des importations et des exportations sont nettement moins accentuées qu'en 1940. On est frappé par le fait que les marchandises importées se sont quantitativement maintenues depuis septembre 1941 au même niveau, alors

que la courbe des quantités exportées accuse durant le quatrième trimestre un mouvement descendant par suite de changements survenus dans la composition des marchandises de notre commerce spécial (entre autres exportation diminuée de marchandises lourdes de grande consommation). Cependant, la contraction de notre commerce extérieur pendant l'été 1940 provenant des événements de guerre, a pu être compensée en partie.

Il convient de mentionner à ce sujet que les difficultés de transport durant le deuxième semestre 1940 ont pu être en partie surmontées grâce à la création d'une flotte marchande battant pavillon suisse. Toutefois, les opérations de guerre ayant pris de l'extension, on devait s'attendre à une réduction des transports de marchandises surtout à destination des pays d'outre-mer. Comparativement à 1940, notre commerce avec les pays d'outre-mer a, à l'importation et à l'exportation, diminué de 20 à 25 % en valeur et de 60 à 65 % en quantité. Les marchandises doivent être acheminées en grande partie sur Lisbonne qui est un des ports maritimes les plus éloignés de la Suisse. De ce port, diverses marchandises de grande consommation et de première nécessité sont alors transportées à Gênes sur des bateaux achetés ou loués par la Confédération.

Le tableau suivant indique la répartition de notre commerce extérieur entre **marchandises des industries des biens de production** et celles des **biens de consommation**.

	1939	1940	1941
	Valeur en millions de fr.		
Importations			
Matières premières pour biens de production	294,8	338,8	299,3
Matières premières pour biens de consommation	193,8	164,7	195,8
Carburants	220,7	301,8	263,8
	709,3	805,3	758,9
Biens de production	357,7	275,3	283,8
Biens de consommation	310,7	255,8	306,9
	668,4	531,1	590,7
Exportations			
Biens de production	422,8	418,3	484,2
Biens de consommation	663,9	590,6	636,0
	1086,7	1008,9	1120,2

Les importations de biens de consommation se sont relativement bien tenues, tandis que celles des matières premières industrielles ont diminué. La part des biens de production dans les importations totales des produits manufacturés, qui était de 51,8 % en 1940, accuse seulement 48, % en 1941. En revanche, la part des biens de consommation s'est accrue en conséquence. A l'exportation, on constate que les biens de production se sont développés, mais que la part des biens de consommation revenant à l'exportation totale des produits fabriqués est toujours supérieure — quoique moins fortement que durant la période d'avant-guerre — à la part des biens de production.

En ce qui concerne la **tendance des prix** en 1941, on peut dire que, d'après les recherches faites par la Section de la statistique du commerce, le niveau des prix de toutes les marchandises importées s'est, en moyenne annuelle, relevé de 80 % en chiffre rond depuis 1938, dernière année de paix. Si l'on compare ce développement au mouvement des prix des marchandises importées de 1913 à 1916, on constate une hausse de prix moyenne de 55 à 60 % pour cette période de la première guerre mondiale. Les prix d'exportation ayant, à cette époque comme surtout aujourd'hui, augmenté relativement moins fortement que ceux des importations, la relation entre les prix des importations et ceux des exportations s'est modifiée à notre détriment. D'une somme de 2024,3 millions de fr. enregistrée par les importations en 1941, un peu plus de 900 millions représentent des augmentations de prix survenues depuis 1938.

Avis de l'Information Horlogère Suisse

Rue Léopold-Robert 42, La Chaux-de-Fonds

Les créanciers de:

Fred Lehmann-Sutter, ci-devant à Granges, actuellement à Bâle,

sont invités à nous envoyer le relevé de leur compte en triple, afin que nous puissions sauvegarder leurs intérêts.

— Nous recherchons

Casas, Julio, ci-devant Echaide 10, San Sebastian.

Lewinson, J., ci-devant Elektoralna 25, Varsovie.

Michel, Karl, ci-devant Bözingerstrasse 132, Bienne.

Minoli, Robert, ci-devant rue du Marché 10, Bienne.

Montandon, Albert, ci-devant Quai du Bas 44, Bienne.

Les personnes qui pourraient nous indiquer leur adresse actuelle sont priées de nous en faire part.



FIDELIA MAIN SPRINGS

Established 1780

EMILE GEISER
SUCCESSEUR DE
CHARLES ROBERT
LA CHAUX-DE-FONDS SUISSE



Fabrique de barillets

Téléphone 7.61.56

Ch. Leisi-Rahm, Cressier

Succ. de E. Rahm (Neuchâtel)
BARILLETS POUR TOUTES INDUSTRIES

Spécialité de barillets pour montres, compteurs chronographes, pendulettes et instruments de précision.

DISPONIBLES

Lépines 18^{mm} ancre, chromées, décors modernes,

Mouvements 5 1/4^{mm} - 1051 ancre A. S.,

Calottes 5 1/4^{mm} ancre, acier et chromé fond acier, qualité soignée.

Ecrire s. chiffre Z 20136 U à Publicitas Bienne.



Ne jetez ni ne brûlez les
**Déchets de coton
et chiffons usagés**
mais faites-les nettoyer!
Maison spécialisée pour
ce genre de travail:

FRÉDÉRIC SCHMID & C^{ie}
Fabrique de déchets de coton et Blanchisserie industrielle
SUHR/ARGOVIE Tél. 2.24.12 - Aarau

Ecrivez-nous si vous manquez d'emballages pour l'expédition du matériel sale.

CYLINDRE S.A. Le Locle Suisse

Téléphone 3.13.48

Votre Fournisseur!

EN Assortiments cylindres
Décolletages de précision



Fabrique de pierres fines

pour l'horlogerie et l'industrie

Spécialités: Rondelles et contrepivots

tous genres, diamètre précis, qualité courante et soignée

A. Pollens Fils

Vaulion (Suisse)

Tél. 8.49.39
Ad. télégr. POLLENS

SERTISSAGES



PIERRES FINES pour L'HORLOGERIE
BRUNNER FRÈRES
LES ÉCREUSES LE LOCLE

TÉLÉPHONES: BUREAU 3.12.57
DOMICILE 3.15.98

PIERRES A CHASSER, diamètres précis
Livraisons par retour.

EMBOUTISSAGES

PRIX AVANTAGEUX

EXPORTATION

TERMINAGES

Important atelier de terminages entreprendrait petites pièces de 5 1/4 à 12^{mm}. Spécialité: Montres imperméables, secondes au centre et calibres biseautés.

Travail garanti

Livraisons régulières.

Adresser offres s. chiffre P 3358 J à Publicitas St-Imler

Diamants industriels

en tous genres

BOART - CARBONE - (diamant noir) - BURINS
OUTILS DIAMANT

pour rectifiage des meules dures

FILIÈRES en DIAMANT

BASZANGER

6 RUE DU RHONE GENÈVE RUE DU RHONE 6
TÉLÉPHONE 4.43.54

Banque Fédérale

Société Anonyme

Capital et Réserves: Fr. 50.000.000.—

La Chaux-de-Fonds

Ouverture de comptes courants

Crédits commerciaux

Avances contre titres

Changes Safes

LES FABRIQUES PIERRE SEITZ

LES BRENETS (SUISSE)

Téléphone 3.30.44

livrent consciencieusement toutes pierres d'horlogerie et contre-pivots.

Longue expérience dans la fabrication de la pierre à chasser, diamètre précis, trous garantis concentriques.

SPÉCIALISTE DE LA PIERRE, TROU OLIVÉ
Livraisons rapides et consciencieuses, au plus juste prix.

